

Dans un grand nombre de ces questions d'ordre stratégique, il y a des raisons manifestes pour lesquelles il convient de réserver certains renseignements plus particulièrement à quelques spécialistes militaires plutôt que de les faire connaître d'une manière générale aux autorités civiles. Je pourrais citer d'autres cas. Ce n'est sans doute pas divulguer un secret que de dire que le président des Etats-Unis m'a invité il y a un ou deux mois à Washington et que j'ai été deux jours et demi son hôte à la maison Blanche. Nous étions alors à peu près seuls pour nos entretiens et, en cette circonstance, j'ai reçu les secrets que le président avait à me confier à l'égard de la guerre. J'ai été le dépositaire de secrets analogues dans les communications reçues de M. Churchill. Je suis maintenant libre de dire que, au moment où ce dernier conférait avec M. Staline, il me tenait parfaitement au courant de ces entretiens. Si on avait la moindre raison de croire que le gouvernement canadien ne jouit pas de toute la confiance de M. Churchill et de ses collègues du cabinet britannique, ou, du président des Etats-Unis et de son entourage, puisque, dans une certaine mesure, nous y avons également droit je serais le premier à protester contre une manière d'agir qui ne nous permettrait pas d'être pleinement renseignés. D'autre part, les honorables députés conviendront avec moi que l'on ne saurait disséminer des questions de cette nature, c'est-à-dire les sujets que l'on discute ou les questions connexes. Mais je voudrais que les honorables députés comprennent que quelques-unes de ces questions placent un fardeau onéreux sur les épaules de quiconque est investi de cette responsabilité. J'espère que mes honorables vis-à-vis se rendent compte dans toute la mesure du possible qu'en matière de sujets confidentiels, sujets qu'il faut garder tels si nous voulons mener l'effort de guerre à bien, une très lourde responsabilité m'incombe; et j'ai confiance qu'ils ne m'embarrasseront pas en me posant des questions auxquelles il m'est impossible de répondre sans fournir des renseignements qui ne doivent pas être divulgués.

Mon honorable ami a mentionné l'importance d'un cabinet de guerre impérial. Je croyais cette question réglée depuis au moins un an. Mais depuis qu'il en a été question en cette enceinte, M. Churchill lui-même est venu en ces lieux et, en cette chambre même, a causé avec des membres de tous les partis. Je sais que nombre d'entre eux lui ont parlé de cette question d'un cabinet de guerre impérial. Or j'ose affirmer que les vues de M. Churchill, au sujet du rôle d'un cabinet de guerre impérial à l'heure actuelle, coïncident avec celles que j'ai exprimées ici. Je puis dire que je me suis renseigné sur l'avis du général Smuts, de

l'Union sud-africaine, et que son avis est en tous points identique au mien. J'ai eu des entretiens avec M. Fraser, premier ministre de la Nouvelle-Zélande. Nous sommes aussi du même avis. Je n'ai pas eu le plaisir de faire la connaissance de M. Curtin, mais je sais pertinemment que nous sommes du même avis sur la question d'un cabinet de guerre impérial et de son mode d'opération en temps de guerre. En fait, il n'est pas un seul dirigeant que je sache, en quelque partie du commonwealth britannique aujourd'hui, qui ne considère que ce serait la plus calamiteuse des erreurs pour les premiers ministres de quitter leur pays pour aller prendre part à quelque conférence comme membres du cabinet impérial de guerre à Londres. A l'heure qu'il est, il appartient à chaque pays de s'occuper de ses propres problèmes et, du reste, nous ne pourrions travailler et collaborer avec fruit dans les différentes parties de l'Empire que si nous commençons par bien nous assurer que le chef du pays s'occupe dès maintenant des questions d'intérêt immédiat pour notre pays.

Toutefois, bien qu'il n'existe pas de cabinet de guerre impérial connu et visible comme il en existait plus ou moins durant la dernière guerre, cabinet qui était peut-être dans une certaine mesure indispensable alors, il ne s'ensuit aucunement qu'il n'y ait pas, sur une base des plus effectives, conférences, consultations et coopération entre toutes les parties de l'Empire britannique. Les moyens de communication actuels sont entièrement différents de ce qu'ils étaient durant la dernière guerre. Quiconque lit les mémoires de sir Robert Borden trouve la raison pour laquelle il réclama un cabinet impérial en Angleterre. Il ne pouvait obtenir aucun renseignement de Londres; il ignorait tout de certaines questions qui s'y décidaient, et il crut nécessaire que le Canada sache le pourquoi des décisions qui concernaient nos forces armées. Il ne semblait alors exister qu'un moyen d'obtenir ces renseignements: c'était pour lui ou l'un de ses collègues qui le représenterait de se trouver à la table du conseil à Londres.

Mais la situation est bien différente aujourd'hui. Depuis l'époque de sir Robert Borden, nous avons établi un système aussi parfait de communication et de consultation entre les différentes parties du Commonwealth qu'il soit possible d'avoir. Chaque jour le Gouvernement reçoit non pas une mais au moins une douzaine de dépêches, et même plus, du gouvernement britannique sur des questions se rapportant directement à la guerre. Aucune décision importante à laquelle le Canada est le moins intéressé n'est prise sans qu'elle fasse le sujet d'un échange de vues. Il s'est présenté, je dois avouer, une ou deux occasions où des décisions ont été prise